



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Nettoyer-Quoi>

Ã%EDITORIAL

# Nettoyer ... Quoi ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1056 - juillet 2005 -

Date de mise en ligne : dimanche 13 novembre 2005

Date de parution : juillet 2005

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Le ministre de l'Intérieur a donné le ton... Mais ce qu'il faut nettoyer, c'est la démocratie. Car elle est si infectée qu'on peut sérieusement s'inquiéter pour sa survie.

Les craintes viennent de toute part. D'abord, du constat que les gouvernements, en mandatant la Convention Giscard, n'avaient rien envisagé dans le cas où le texte qu'elle allait pondre ne serait pas accepté. Ensuite, de voir que le Président des Français a refusé d'être le porte-parole du peuple quand celui-ci venait de rejeter, de façon éclatante, en toute égalité et sans la moindre ambiguïté, le traité présenté comme constitutionnel pour l'Union européenne. Enfin, de façon plus générale, de l'attitude des défenseurs du oui après le verdict du référendum : qu'ils soient, politiciens, journalistes ou penseurs supposés, ils ont prétendu que la majorité avait voté parce qu'elle n'avait pas compris les enjeux, ou bien parce qu'elle s'était trompée de question, ou encore, tout simplement, parce qu'elle n'est pas capable de juger.

Quel fichu manque de respect du vote de tout un peuple que cette façon de vouloir démontrer qu'il s'est trompé ou qu'il est incompetent. Ce mépris est d'autant plus choquant que le peuple en question venait, depuis des mois, de manifester sa maturité en revenant au texte pour s'y référer, en forçant des débats alors que les partisans du oui tentaient d'y échapper par des affirmations ou de vagues promesses. Et en résistant, finalement, tant aux menaces qu'à une campagne non quitte entre le oui et le non, savamment organisée, véritable matraquage publicitaire, allant même jusqu'au chantage, et d'ailleurs fort coûteux.

Ce mépris est aussi choquant que l'entêtement du gouvernement à poursuivre la même politique tout en tentant de la dissimuler sous de beaux discours, en semblant ne pas voir que le peuple a cessé d'être dupe et qu'il est capable d'en constater l'échec.

### UN ENJEU TRÈS LOURD

L'enjeu est très lourd car la bataille engagée est en fait celle entre, d'un côté, ce nettoyage au karcher de tout ce qui contrarie l'idéologie "libérale" et, de l'autre, une démocratie véritable qui reste à inventer. Comme pour les politiciens français, dans l'immédiat, l'échance est l'élection de 2007, le premier camp a déjà son meneur, c'est un nouveau Le Pen, pas moins démagogue ni moins dangereux que le précédent. Il reprend l'arme qui avait si bien servi son modèle en 2002 : le sentiment d'insécurité qui ne serait due qu'à la violence "des quartiers" et contre laquelle, lui, il sait prendre les mesures "efficaces" ; il y ajoute sa critique de la justice et de l'incompétence de certains magistrats, prouvant aussi qu'il n'a aucun scrupule à enfreindre la séparation des pouvoirs, au point que le Président de l'Assemblée nationale a dû même à avertir que « se méfier de la magistrature est un commencement de dissolution sociale ». Si les médias propagent cette peur comme ils l'ont fait en 2002, la méthode a des chances de réussir encore mieux. La prochaine élection risque donc de ressembler à celle qui vient d'avoir lieu le 24 juin en Iran, où moins de la moitié des 47 millions d'Iraniens en âge de voter ont élu un jeune président qui se propose, lui aussi, de « balayer les rues de la nation ».

### LA DÉMOCRATIE EST BAFOUÉE

La consultation des électeurs dans ces conditions n'est pas de la démocratie. Il est vrai que celle-ci est d'abord bafouée à l'intérieur même des partis politiques, avec leurs vedettes, qui sont suivies par leurs "faire-valoir", lesquels ne militent que dans l'espoir de faire élire "leur candidat" parce qu'il saura

renvoyer vers eux l'ascenseur. Elle est bafouée ensuite par les grands médias, dont les journalistes c'étaient si quotidiennement ces vedettes qu'inconsciemment ou non, ils en deviennent complices, ils se sentent faire partie de la même famille, qui ne vit pas dans le même monde que le reste de la population. Enfin elle est bafouée quand les élections se transforment en un concours, telle une course automobiles de formule 1. Le gagnant, pourvu qu'il se plie à des experts en communication, est celui dont l'écologie est alimentée par les plus puissants sponsors. Dans la coupe qui lui est remise à l'arrivée, il trouve d'abord le droit de faire ce qu'il veut, et, s'il a l'ambition de se représenter à la prochaine échéance, l'obligation de favoriser ceux de son clan qui l'ont soutenu parce qu'ils en attendent un "retour sur investissement".

### À NOUS DE CONSTRUIRE

C'est dans l'autre camp, celui de la démocratie, que nous mettons l'espoir de voir triompher une autre vision de la civilisation, de voir l'affairisme céder le pas à plus d'humanité.

Quelles chances a ce camp-ci de vaincre la véritable "marchandisation" de la politique qui survit ? Il n'y a pas lieu de se désespérer à la pensée qu'il n'a pas un meneur, un guide du peuple ou un sauveur suprême à opposer au champion d'en face, puisque son objectif n'est pas de prendre le pouvoir : il est d'élaborer un projet de société qui apporte à tous sécurité et respect, avec d'autres perspectives, et justement en partageant les pouvoirs. Mais il y a urgence à défendre ce point de vue. La difficulté est de rester vigilant, mobilisé, de vouloir s'informer, pour ne pas être dupe, pour ne pas tomber dans la facilité du scepticisme et du laisser-faire devant l'ampleur du changement à amorcer. C'est ainsi que l'avenir dépend d'abord de chacun de nous, de notre courage individuel à se sentir responsable au point de ne pas lâcher. Puis de notre capacité à s'organiser avec les autres, pour débattre et agir avec raison, à apporter notre pierre pour construire ensemble, intelligemment, sainement et durablement.

### UN TRÈS GRAND ESPOIR

C'est en ce sens que le non au référendum apporte un très grand, un très sérieux espoir. Il faut se rappeler qu'il y a un an, personne ne pensait que le peuple français était capable de lire, et surtout pas de discuter, un texte aussi gros, aussi dense, aussi difficile à déchiffrer que le projet constitutionnel. Si sa ratification n'avait été soumise qu'aux élus, elle était dans la poche, comme ailleurs, et avec une écrasante majorité. L'Europe libérale poursuivrait son chemin. Comme aucun véritable choix de l'Europe qu'ils souhaitent n'aurait été proposé aux électeurs, on affirmerait aujourd'hui « qu'il n'y a pas d'alternative » non plus à cette forme-là d'Europe.

L'évidemment, c'est que les Français s'y sont mis et que, depuis un an, des débats se sont amorcés partout, que les citoyens n'hésitent plus à donner la réplique aux "communicants". Le peuple français a montré qu'il est capable de comprendre et juger les implications d'un texte élaboré par des spécialistes. Qu'il peut tenir tête au déni, voire aux insultes et aux menaces d'apocalypse. Enfin, qu'il sait résister aux médias, et même leur répondre par des tracts et des affiches, qu'il résiste sans avoir appris les astuces des professionnels de la pub.

Cette manifestation d'une éducation populaire certaine, rappelle que c'est aux mouvements sociaux, d'une époque qu'on croyait révolue, que notre civilisation doit ses résultats les plus gagnants, ceux que l'idéologie dominante a entrepris d'annuler. Tous ceux qui aspirent au contraire à ce que le monde de demain soit meilleur ont donc là une nouvelle occasion historique à saisir. Il dépend d'eux, et d'eux seuls, de maintenir le tonus de leur attitude citoyenne, pour qu'elle fasse école partout

dans le monde, à commencer, sans doute, par les autres peuples d'Europe.

### PARTICIPER AUX COMITÉS DE CITOYENS

La guerre économique permanente de tous contre tous, concoctée par des gouvernements de tout bord et pendant des décennies, vient d'être clairement refusée. N'est-ce pas la preuve que les professionnels de la politique ne sont pas conscients des aspirations des peuples, que leurs propositions et leurs projets ne répondent pas à leur attente ? Manifestons que la politique véritable est notre affaire à tous. Qu'elle est toujours d'actualité et pas seulement pendant quelques campagnes électorales, ne traitant souvent que certaines questions.

Pour cela, il nous faut, tous, participer aux comités citoyens qui se forment. Ou prendre l'initiative d'en créer. Car c'est maintenant, à ces comités de citoyens, quelque en soient le nom, d'élaborer non plus des "cahiers de doléances", mais de prendre l'initiative de définir eux-mêmes la façon dont ils souhaitent voir s'organiser la solidarité entre les gens et la coopération entre les peuples. C'est à eux de faire entendre leurs propositions aux politiques et à les obliger d'en tenir compte.

### LES PROPOSITIONS DISTRIBUTIVES

Pour notre part, depuis bientôt soixante dix ans (un record) nous soutenons de telles propositions. Grâce à une analyse objective des faits économiques et sociaux, que nous ne cessons de remettre à jour, nos lecteurs disposent de solides arguments pour que la rivalité permanente fasse enfin place à une véritable démocratie jusqu'en économie, impliquant le partage équitable des emplois et des richesses créées. Or ces propositions impliquent, forcément, une transformation radicale de la monnaie. Forcément, parce que la monnaie actuelle est faite pour rapporter, pas pour répartir. Elle est créée par des organismes privés, qui n'investissent donc pas dans l'intérêt commun. Elle est créée ex nihilo, contre paiements d'intérêts, elle impose donc une obligation de profit. Et c'est ainsi qu'elle conduit à cette course en avant, irraisonnée, à ce productivisme fou, qu'il faut pourtant arrêter.

La difficulté est d'aborder ces questions monétaires, parce que la finance est un domaine beaucoup trop réservé, c'est même de ce tabou qu'elle tire son pouvoir. La plupart des gens, conduits à penser « qu'il n'y a pas d'alternative » et ignorant les mécanismes monétaires, sont plus prêts à taxer d'utopie l'économie distributive qu'à rentrer dans ces arcanes de la finance... C'est pour cela qu'il est ardu de faire comprendre pourquoi l'argent ne doit être qu'un pouvoir d'achat, non spéculatif. Qu'il ne doit être créé que par un organisme public officiel, et non pas pour servir une rente au privé. Qu'alors seulement il aurait la neutralité nécessaire pour que le politique décide de l'économie, donc du social. Et que c'est ainsi que la situation actuelle peut être retournée. Que l'homme cessera d'être asservi à l'économie et qu'au contraire celle-ci, démocratiquement organisée, pourra être mise au service de tous. Il faut bien que sa place soit celle de l'intendance et non pas du commandement si l'on souhaite que, dans une démocratie véritable, il soit possible d'orienter l'économie, de décider quelle croissance est nécessaire ou pas, de ce qu'on produit ou pas, dans quelles conditions, en quelles quantités, pour satisfaire quels luxes après que les besoins les plus élémentaires soient satisfaits.

Que tous ceux de nos lecteurs qui vont avoir à cœur de s'impliquer dans ces comités citoyens, participer aux débats, aider à l'élaboration de propositions locales, nationales, européennes, ou mondiales, nous envoient leurs témoignages. Nous pourrions ainsi soutenir leurs initiatives en les aidant à se coordonner, à se faire part mutuellement de leurs réflexions, à échanger leurs expériences.